



TIC&PME 2010 : du plan d'action aux résultats

Jean-Pierre CORNIOU

Président de l'instance de coordination TIC&PME 2010 (MEDEF)

Bienvenue à cette troisième journée TIC & PME 2010. Nous avons commencé nos réflexions et nos travaux en 2005. Beaucoup de choses se sont passées depuis. Nous vivons une crise mondiale dont chacun mesure l'ampleur. Les travaux que nous avons engagés ensemble - avec une continuité rare dans un programme gouvernemental – touchent l'essentiel, c'est-à-dire l'économie, qui consiste en l'allocation optimale des ressources rares. L'économie dure au-delà des modes, des périodes et des gouvernements car elle répond profondément à nos besoins d'échanges, de produits et de services, de continuité dans l'aménagement de nos territoires.

Le programme TIC & PME 2010 est modeste et ambitieux. Il est modeste car il ne représente un investissement que de 7 millions d'euros d'argent public, consacrés ensemble à un travail sur les fondamentaux de l'échange : simplifier, rationaliser, épurer les processus d'échange pour faire en sorte que les donneurs d'ordre, les PME, les distributeurs puissent travailler ensemble rapidement, efficacement sans démêlés ni retenue liés à la complexité de ces échanges.

Comme le disait Sartre dans *Le diable et le bon dieu*, ce travail est « *humble mais pas modeste* ». Ce « travail de bénédictin », de militant, est porté par une ambition extrêmement sérieuse, celle du développement de l'économie nationale, dans ses filières et dans ses territoires. Ce développement n'est jamais le fruit du hasard mais celui du travail, de l'opiniâtreté.

A l'automne 2005 et au printemps 2006, nous avons engagé dans le scepticisme ce travail de réflexion autour des cerc-ups. Nous avons estimé que l'approche sectorielle était la plus adaptée. Nous avons craint pour autant de trop « verticaliser » notre approche. C'est pourquoi nous avons également travaillé sur l'inter-sectorialité et sur le caractère territorial.

Je remercie tous les participants de ce programme, notamment la DGE. La gouvernance de ce dernier fait appel à une économie mixte de marché. Le MEDEF, les organisations professionnelles, les régions, les structures gouvernementales, la profession de l'économie des technologies de l'information (éditeurs) ont tous contribué.

Nous ne cherchons pas uniquement à lancer des messages mais surtout à garantir une efficacité opérationnelle. Les messages ne servent à rien s'ils ne sont pas déployés dans les logiciels utilisés chaque jour par les entreprises. L'industrie française du logiciel doit être en mesure de métaboliser nos messages, notamment en développant des logiciels libres.

Nous avons une ambition majeure : lutter contre le défaitisme économique, qui condamnerait la France à ne jouer qu'un second rôle dans la globalisation. Nous nous sommes rendu compte au contraire que l'esprit d'entreprise est en France très vigoureux. Nous devons miser sur nos propres forces, mais aussi sur l'administration. Je tiens d'ailleurs à saluer le travail de cette dernière, ainsi que celui des équipes à l'intérieur des filières. La DGE a mené un travail considérable.

Malgré un contexte défavorable, des militants ont estimé que la réconciliation entre l'économie réelle et l'économie numérique passait par un usage raisonné, dynamique et approprié des technologies de l'information sur le terrain.

La rénovation de la totalité du parc immobilier français permettra de parvenir à une mise aux normes « 0 émission ». Elle nécessitera vingt années de travail et constitue un chantier considérable



au sein duquel les TIC - B to B, B to C, M to M (machine to machine) - seront fortement mis à contribution. La nouvelle frontière de l'économie numérique passe par la connexion entre les machines elles-mêmes, pour réaliser des économies d'énergie, pour améliorer la sécurité des biens et des personnes, pour développer l'économie de la santé par une meilleure productivité.

Nous avons commencé en 2005 un long chemin. Ce dernier ne s'achève pas. Nous allons acter aujourd'hui des résultats opérationnels, constater ce qui a fonctionné et qui n'a pas apporté satisfaction. Nous sommes convaincus que l'économie numérique ne se façonne pas dans les grandes déclarations épisodiques mais dans la vie quotidienne des acteurs de terrain. Nous pensons qu'en aidant les acteurs du terrain à construire cette rationalité du quotidien en baissant les coûts, en améliorant l'efficacité et la fluidité de l'économie, nous créons les conditions d'un mieux-être pour les entreprises et donc – à terme – d'un développement de l'emploi et de la richesse nationale.

A nos yeux, il n'y a pas d'opposition entre la globalisation et le développement des territoires. Au contraire, il existe une complémentarité qu'il faut instrumenter par l'économie numérique.

L'instance de coordination a l'ambition de continuer à faire vivre ce programme TIC & PME 2010. Les institutions devront décider des suites à donner à ce dernier à mesure que son échéance approchera.

Je retiens deux idées clé de l'aventure que constitue ce programme. La première est celle de l'opiniâtreté, qui nous a permis d'atteindre des résultats. La deuxième est celle de la mixité des équipes. Le travail mené par la DGE avec l'instance de coordination, les équipes techniques, les régions et les organisations professionnelles a été marqué par l'excellence.

A mon sens, un TIC PME 2009 verra le jour. Je pense que nous continuerons à travailler dans des formes appropriées. Je vous souhaite une très bonne journée de réflexion, d'espoir, d'audace et d'ambition. Merci à tous.

Pierre FAURE

Je retiens de ton intervention la nécessité de travailler collectivement pour gagner ensemble. La gestion européenne de la crise financière en est une illustration.

A ce titre, les tables rondes qui vont se dérouler aujourd'hui seront particulièrement éclairantes. Dans TIC & PME 2010, les projets ont été regroupés par écosystèmes (industrie et biens de consommation courante, BTP, services transverses, bio-ressources) soit car les PME auxquelles nous nous adressions étaient communes à ces différentes industries (automobile, aéronautique) soit car elles étaient confrontées à une problématique commune. Il existe des transversalités évidentes entre les secteurs. Il n'est pas nécessaire de « réinventer la roue » alors qu'il est possible de réutiliser les inventions d'autres secteurs. Quatre écosystèmes participeront à cette première table ronde, animée par François Cholley.